

## Personnalités

# « La formation est un sujet très central »

**Entretien avec Rémy Hübschi, directeur adjoint et responsable du département Formation professionnelle et continue du Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).**

## Les principaux messages en bref

- Le SEFRI encourage la formation continue et l'apprentissage tout au long de la vie sous toutes ses formes.
- En collaboration avec les cantons, nous encourageons les offres dans le domaine des compétences de base des adultes. La Confédération soutient aussi directement les formations continues qui aident les travailleurs à répondre aux exigences fondamentales du monde du travail et à suivre le rythme de l'évolution technologique.
- Depuis 2018, les personnes qui suivent des cours préparatoires à un examen fédéral bénéficient en outre d'un soutien financier.
- La participation de la population suisse à la formation continue est l'une des plus élevées en Europe, car les entreprises soutiennent fortement la formation initiale et continue. Par ailleurs, divers fonds permettent de financer les formations continues.
- Notre formation professionnelle est axée sur le marché du travail. Les entreprises déterminent les adaptations qui sont nécessaires en fonction des évolutions économiques, technologiques, écologiques et didactiques.

**Monsieur Hübschi, en décembre dernier, vous avez été nommé directeur adjoint du SEFRI par le conseiller fédéral Guy Parmelin. D'après vous, quels défis devrez-vous relever à ce nouveau poste ?**

*Rémy Hübschi* : L'éducation, la recherche et l'innovation sont très importantes pour l'épanouissement personnel des individus et la compétitivité des entreprises. Notre secrétariat d'État se considère comme un bâtisseur de ponts. Notre rôle consiste par exemple à renforcer le système de formation en collaboration avec les cantons, les milieux économiques et d'autres organisations et à en améliorer la qualité. Il s'agit notamment d'anticiper les changements sur le marché du travail et dans la société et de préparer la formation professionnelle pour l'avenir en collaboration avec les partenaires de la formation professionnelle.

**Jusqu'à présent, vous étiez responsable du département Formation professionnelle et continue. Quelles seront vos principales missions à l'avenir ?**

Je suis et reste en premier lieu responsable de la formation professionnelle et continue, deux thématiques passionnantes, pour lesquelles je continuerai à m'engager pleinement. Je suis désormais le suppléant de notre secrétaire d'État Martina Hirayama lorsqu'elle est absente. Cette fonction de suppléant est également liée à des mandats tels que la présidence de la Commission fédérale de la formation professionnelle (CFFP).

**Quelle importance attachez-vous à la formation professionnelle et continue dans le paysage de formation suisse ?**

Je l'ai déjà mentionné en guise d'introduction : l'éducation est un sujet très important pour un pays qui ne dispose que de peu de matières premières comme la Suisse. Et la formation professionnelle et continue occupe une place de choix dans notre paysage de la formation. La formation professionnelle initiale permet aux jeunes d'accéder au monde du travail avec plus de 230 métiers proposés en

Persönlichkeiten

## «Bildung ist ein sehr zentrales und wichtiges Thema»

Interview mit Rémy Hübschi, stellvertretender Direktor und Leiter der Abteilung Berufs- und Weiterbildung des Staatssekretariats für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI).



### Die wichtigsten Aussagen in Kürze

- Das SBFI fördert die Weiterbildung und das lebenslange Lernen in ihrer ganzen Breite.
- Gemeinsam mit den Kantonen fördern wir Angebote im Bereich der Grundkompetenzen von Erwachsenen. Der Bund unterstützt auch direkt Weiterbildungen, die Erwerbstätigen helfen, den grundlegenden Anforderungen der Arbeitswelt zu genügen und mit dem technologischen Wandel Schritt zu halten.
- Seit 2018 werden Absolvierende von Kursen, die auf eine eidgenössische Prüfung vorbereiten, zudem finanziell unterstützt.
- Die Beteiligung der Bevölkerung in der Schweiz an Weiterbildung ist europaweit eine der höchsten. Grund dafür ist, dass die Unternehmen die Aus- und Weiterbildung stark unterstützen. Zudem stehen diverse Fonds für die Finanzierung von Weiterbildungen zur Verfügung.
- Unsere Berufsbildung zeichnet sich durch Arbeitsmarktorientierung aus. Die Wirtschaft überprüft, wo es aufgrund der wirtschaftlichen, technologischen, ökologischen und didaktischen Entwicklungen welche Anpassungen braucht.

**Sehr geehrter Herr Hübschi, im vergangenen Dezember wurden Sie von Bundesrat Guy Parmelin zum stellvertretenden Direktor des SBFI ernannt. Wo sehen Sie die Herausforderungen in dieser neuen Position?**

*Rémy Hübschi:* Bildung, Forschung und Innovation sind sehr wichtig für die persönliche Entfaltung der Individuen und die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen. Unser Staatssekretariat versteht sich dabei als Brückenbauer. Unsere Rolle ist es beispielsweise, das Bildungssystem in Zusammenarbeit mit den Kantonen, der Wirtschaft sowie weiteren Organisationen zu stärken und seine Qualität weiterzuentwickeln. Dabei geht es unter anderem darum, Veränderungen auf dem Arbeitsmarkt und in der Gesellschaft zu antizipieren und die Berufsbildung zusammen mit den Verbundpartnern fit für die Zukunft zu machen.

**Bis anhin waren Sie Leiter der Abteilung Berufs- und Weiterbildung. Welche werden in Zukunft Ihre Hauptaufgaben sein?**

In erster Linie bin und bleibe ich weiterhin zuständig für den Berufs- und Weiterbildungsbereich. Zwei spannende Themenbereiche, für welche ich mich auch weiterhin vollumfänglich einsetzen werde. Neu übernehme ich die Stellvertretung bei Abwesenheit unserer Staatssekretärin Martina Hirayama. An die Funktion dieser Stellvertretung sind auch Mandate geknüpft, wie beispielsweise das Präsidium der Eidgenössischen Berufsbildungskommission EBBK.

apprentissage et assure la relève en spécialistes et cadres qualifiés. La formation professionnelle supérieure s'appuie sur l'expérience professionnelle et combine enseignement et pratique professionnelle. En outre, le SEFRI encourage la formation continue et l'apprentissage tout au long de la vie sous toutes ses formes. La force de notre pays réside dans le fait que nous disposons d'un large éventail de professionnels hautement qualifiés.

#### Qu'en est-il de la politique de formation ?

Nous nous appuyons essentiellement sur le message de promotion de l'éducation, de la recherche et de l'innovation. Le Conseil fédéral présente le message FRI au Parlement tous les quatre ans. Celui-ci dresse le bilan de la période en cours et définit les objectifs et les mesures de la nouvelle période d'encouragement. Pour la période 2021–2024, le Conseil fédéral a exigé un volume de 28 milliards de francs. Dans le domaine de la formation professionnelle et continue, nous poursuivons les priorités suivantes: En collaboration avec les cantons et les entreprises, la Confédération soutient la formation de spécialistes tournés vers la pratique. Nous soutenons des projets innovants qui préparent la formation professionnelle à la transformation numérique et à l'apprentissage tout au long de la vie. En outre, la Confédération s'engage en faveur d'une augmentation de la participation à la formation continue. En collaboration avec les cantons, nous encourageons les offres dans le domaine des compétences de base des adultes. La Confédération soutient aussi directement les formations continues qui aident les travailleurs à répondre aux exigences fondamentales du monde du travail et à suivre le rythme de l'évolution technologique.

#### Le paysage de la formation évolue en permanence. Comment réagissez-vous ?

Notre formation professionnelle est capable de relever les défis. Ce n'est pas récent. En effet, la formation professionnelle a toujours été marquée par l'évolution du marché du travail et de la société. Elle se distingue par son orientation vers le marché du travail et sa capacité d'adaptation. Les entreprises et les individus sont ainsi en mesure de s'adapter en permanence à l'évolution des circonstances. En d'autres termes, toutes les formations professionnelles initiales sont développées à l'initiative des entreprises et examinées et modifiées au moins tous les cinq ans à l'aune des évolutions économiques, technologiques, écologiques et didactiques. Les offres de formation et les diplômes de formation professionnelle supérieure sont également régulièrement contrôlés et adaptés.

Mais nous allons encore plus loin avec « Formation professionnelle 2030 », l'initiative commune de la Confédération, des cantons et des organisations du monde du travail. Elle cherche à anticiper les changements sur le marché du travail et dans la société et à préparer la formation professionnelle pour l'avenir. Le partenaire de formation professionnelle compétent supervise la mise en œuvre de certaines mesures. La Confédération, les cantons et les organisations du monde

du travail ont déjà lancé une trentaine de projets depuis fin 2018. Le projet « Entreprise formatrice TOP » développe par exemple un système de formation continue intersectoriel pour les entreprises et les personnes engagées dans la formation des apprentis. Il s'agit d'accroître l'attractivité de la formation en entreprise.

**L'éducation est un sujet très important pour un pays qui ne dispose que de peu de matières premières comme la Suisse. Et la formation professionnelle et continue occupe une place de choix dans notre paysage de la formation.**

#### Comment voyez-vous la future répartition des tâches entre les partenaires de formation professionnelle (SEFRI, cantons, OrTra) ? D'après vous, quels sont les principaux changements dans ce domaine ?

Notre formation professionnelle est un modèle de réussite, notamment grâce au partenariat réunissant la Confédération, les cantons et les organisations du monde du travail. Les partenaires jouent tous des rôles différents et s'acquittent de tâches importantes pour le fonctionnement de la formation professionnelle. La

loi sur la formation professionnelle leur offre une marge de manœuvre considérable qu'ils apprécient généralement.

Notre système de formation professionnelle dépend toutefois fortement de la volonté de compromis et de la capacité de consensus des acteurs impliqués. Il y a un risque de blocage si les différentes parties prenantes ne sont pas suffisamment disposées à collaborer. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'initiative « Formation professionnelle 2030 », il s'est avéré que la structure et donc la collaboration entre les partenaires de formation professionnelle peuvent être optimisées pour l'avenir. Les organes doivent d'une part être mieux coordonnés entre eux. D'autre part, il s'agit de clarifier et de rendre plus transparents les rôles et les processus décisionnels dans la formation professionnelle. Nous avons introduit cette nouvelle structure de comité en 2021.

#### En tant que syndicat professionnel, nous devons prendre acte du fait que plus le temps passe, plus les jeunes ayant terminé leur scolarité obligatoire sont nombreux à choisir la voie de la formation académique. Ils ne choisissent donc pas les métiers de haute technicité tels que les nôtres. Selon vous, quelle est la cause de cette tendance ?

Après la scolarité obligatoire, les jeunes optent pour une formation professionnelle initiale ou générale. Le choix de l'un ou de l'autre type de formation dépend de plusieurs facteurs. Les compétences scolaires et l'origine sociale, mais aussi l'offre de formation locale, jouent un rôle important à cet égard. De nombreuses branches ont des difficultés à recruter des talents. Les organisations du monde du travail ont compris le défi et pris des mesures. Je pense par exemple aux différentes campagnes visant à promouvoir les places d'apprentissage ou à la présence lors de salons professionnels.

Nous sommes également actifs du côté de la Confédération. Nous disposons aujourd'hui d'un système de formation professionnelle attrayant qui offre des carrières de haut niveau. Depuis 2018, les personnes qui suivent des cours préparatoires à un examen fédéral bénéficient en outre d'un



### Welchen Stellenwert sehen Sie für die Berufs- und Weiterbildung in der Bildungslandschaft Schweiz?

Ich habe es einleitend schon erwähnt: Bildung ist ein sehr zentrales und wichtiges Thema für ein rohstoffarmes Land wie die Schweiz. Und die Berufs- und Weiterbildung hat dabei einen festen Platz in unserer Bildungslandschaft. Die berufliche Grundbildung ermöglicht den Jugendlichen mit über 230 zur Wahl stehenden Lehrberufen den Einstieg in die Arbeitswelt und sorgt für den Nachwuchs an qualifizierten Fach- und Führungskräften. Die höhere Berufsbildung baut auf der beruflichen Erfahrung auf und kombiniert Unterricht und Berufspraxis. Zudem fördert das SBFI die Weiterbildung und das lebenslange Lernen in ihrer ganzen Breite. Die Stärke unseres Landes ist es, dass wir über einen breiten Mix an topausgebildeten Fachkräften verfügen.

### Und in der Bildungspolitik?

Unsere Richtschnur ist die Botschaft zur Förderung von Bildung, Forschung und Innovation. Alle vier Jahre legt der Bundesrat dem Parlament die BFI-Botschaft vor. Darin wird Bilanz über die laufende Periode gezogen, und es werden die Ziele und Massnahmen der neuen Förderperiode festgelegt. Für die Jahre 2021–2024 beantragte der Bundesrat ein Finanzvolumen von 28 Milliarden Franken. Im Bereich der Berufs- und Weiterbildung verfolgen wir folgende Prioritäten: Der Bund unterstützt zusammen mit den Kantonen und der Wirtschaft die Ausbildung von praxisorientierten Fachkräften. Wir fördern innovative Projekte, die die Berufsbildung für den digitalen Wandel und für das lebenslange Lernen fit machen. Zudem setzt sich der Bund für eine Erhöhung der Beteiligung an Weiterbildung ein. Gemeinsam mit den Kantonen fördern wir Angebote im Bereich der Grundkompetenzen von Erwachsenen. Der Bund unterstützt auch direkt Weiterbildungen, die Erwerbstätigen helfen, den grundlegenden Anforderungen der Arbeitswelt zu genügen und mit dem technologischen Wandel Schritt zu halten.

### Die Bildungslandschaft entwickelt sich dauernd. Wie reagieren Sie darauf?

Mit Herausforderungen umgehen, das kann unsere Berufsbildung. Und das nicht erst seit gestern. Denn die Berufsbildung wird seit jeher von den Entwicklungen auf dem Arbeitsmarkt und in der Gesellschaft geprägt. Sie zeichnet sich durch Arbeitsmarktorientierung und Anpassungsfähigkeit aus. Unternehmen und Individuen sind so in der Lage, sich an veränderte Umstände laufend anzupassen. Das heisst, alle beruflichen Grundbildungen werden auf Initiative der Wirtschaft entwickelt und mindestens alle fünf Jahre auf wirtschaftliche, technologische, ökologische und didaktische Entwicklungen hin überprüft und angepasst. Auch die Bildungsangebote und Abschlüsse der höheren Berufsbildung werden regelmässig überprüft und angepasst.

Wir gehen aber noch einen entscheidenden Schritt weiter: «Berufsbildung 2030» ist die gemeinsame Initiative von Bund, Kantonen und Organisationen der Arbeitswelt. Ihr Ziel ist, Veränderungen auf dem Arbeitsmarkt und in der Gesellschaft zu antizipieren und die Berufsbildung fit für die Zukunft zu machen. Die Umsetzung einzel-

ner Massnahmen erfolgt unter Federführung des zuständigen Verbundpartners. Seit Ende 2018 wurden von Bund, Kantonen und Organisationen der Arbeitswelt bereits rund 30 Projekte lanciert. Das Projekt «TOP-Ausbildungsbetrieb» beispielsweise entwickelt ein branchenübergreifendes Weiterbildungssystem für Betriebe und die in der Ausbildung von Lernenden engagierten Personen. Ziel ist, im Betrieb die Attraktivität der betrieblichen Bildung zu erhöhen.

### Wie sehen Sie die zukünftige Aufgabenteilung zwischen den Verbundpartnern in der Berufsbildung (SBFI, Kantone, OdA)? Wo sehen Sie die grössten Veränderungen darin?

Unsere Berufsbildung ist vor allem auch dank der Verbundpartnerschaft ein Erfolgsmodell: Bund, Kantone und Organisationen der Arbeitswelt. Sie alle nehmen unterschiedliche Rollen wahr und erfüllen wichtige Aufgaben für das Funktionieren der Berufsbildung. Das Berufsbildungsgesetz ermöglicht den Verbundpartnern einen erheblichen Handlungsspielraum, welcher grundsätzlich auch geschätzt wird.

Allerdings ist unser Berufsbildungssystem sehr von der Kommissbereitschaft und Konsensfähigkeit der involvierten Akteure abhängig. Wenn die einzelnen Beteiligten nicht genügend Bereitschaft zur Zusammenarbeit zeigen, besteht die Gefahr einer Blockade. Im

Zuge der Umsetzung der Initiative «Berufsbildung 2030» hat sich gezeigt, dass die Struktur und damit die Zusammenarbeit unter den Verbundpartnern mit Blick auf die Zukunft optimiert werden kann: Die Gremien sollen einerseits besser aufeinander abgestimmt werden. Andererseits geht es darum, Rollen und Entscheidungsprozesse

in der Berufsbildung klarer und transparenter zu gestalten. Diese neue Gremienstruktur haben wir 2021 eingeführt.

### Wir als Berufsverband müssen zur Kenntnis nehmen, dass je länger je mehr schulisch starke Schulabgänger den akademischen Bildungsweg wählen. Für technisch hochstehende Berufe, wie die von uns, fehlen diese jungen Leute. Auf welcher Ursache basiert dieser Trend aus Ihrer Sicht?

Jugendliche entscheiden sich nach der obligatorischen Schule für eine berufliche Grundbildung oder eine Allgemeinbildung. Die Entscheidung für den einen oder den anderen Bildungstyp wird durch verschiedene Faktoren geprägt. Wichtig dafür sind beispielsweise die schulischen Fähigkeiten und die soziale Herkunft, aber auch das Bildungsangebot vor Ort. Dieser «Kampf» um Talente ist in vielen Branchen bekannt. Die Organisationen der Arbeitswelt haben die Herausforderung erkannt und Massnahmen eingeleitet. Ich denke beispielsweise an die verschiedenen Lehrstellen-Kampagnen oder an die Auftritte an Berufsmessen.

Auch wir seitens Bund sind aktiv. Wir haben heute ein attraktives Berufsbildungssystem, das Top-Karrierewege bietet. Seit 2018 werden Absolvierende von Kursen, die sich auf eine eidgenössische Prüfung vorbereiten, zudem finanziell unterstützt. Wir pflegen zudem den erfolgreichen schweizerischen Bildungs-Mix. Das heisst, wir spielen die Bildungswege nicht gegeneinander aus, weil wir wissen, dass wir sowohl exzellente Hochschulen wie auch eine starke Berufsbildung brauchen.

**Bildung ist ein sehr zentrales und wichtiges Thema für ein rohstoffarmes Land wie die Schweiz. Und die Berufs- und Weiterbildung hat dabei einen festen Platz in unserer Bildungslandschaft.**

soutien financier. Nous entretenons en outre le mix éducatif suisse performant. Cela signifie que nous n'opposons pas les filières de formation les unes aux autres, car nous savons que nous avons besoin à la fois d'excellentes hautes écoles et d'une formation professionnelle solide.

**Quelles incitations pouvez-vous créer pour rendre la formation continue plus attrayante pour les spécialistes comme pour les entreprises ?**

La formation initiale et continue du personnel qualifié est dans l'intérêt de l'économie suisse. Les entreprises garantissent ainsi la relève professionnelle tout en veillant à ce que les travailleurs puissent développer leurs connaissances spécialisées. La participation de la population suisse à la formation continue est l'une des plus élevées en Europe, car les entreprises soutiennent fortement la formation initiale et continue. Par ailleurs, divers fonds permettent de financer les formations continues. Grâce à la perméabilité du système de formation, des changements d'activité et un apprentissage tout au long de la vie sont tout à fait possibles. La Confédération et les cantons contribuent à ce que les personnes puissent se former en fonction de leurs capacités. La Confédération encourage par exemple les compétences de base des adultes. Pour la période FRI 2021–2024, près de 43 millions de francs seront disponibles à cet effet. Par ailleurs, dans le cadre de la promotion du potentiel de main-d'œuvre en Suisse, le Conseil fédéral a décidé de permettre aux adultes de plus de 40 ans de réaliser gratuitement un bilan professionnel, une évaluation du potentiel et une orientation de carrière. Le programme «viamia» est proposé dans toute la Suisse depuis le début de l'année.

**Le SEFRI collabore étroitement avec des organisations du monde du travail et d'autres institutions. Comment se déroulent ces échanges ?**

Les échanges se déroulent de manière très diverse : lors de réunions, de conférences, dans le cadre du développement professionnel ou lors de manifestations telles que le congrès d'automne. La passion de toutes les personnes impliquées ne manque pas de me frapper. Dans le cadre de ma fonction, j'ai déjà eu affaire à de très nombreux représentants de la formation professionnelle. J'ai pu constater à quel point ces personnes s'engagent en faveur de cette dernière. D'innombrables exemples montrent que nous n'avons progressé que grâce à des solutions soutenues par des partenariats.

**L'interaction entre les partenaires de formation professionnelle est probablement très délicate. Comment parvenez-vous à concilier les différentes exigences ?**

Le dialogue et la connaissance du système sont importants. Dans la formation professionnelle, il s'agit de connaître les besoins et les possibilités des uns et des autres. Il nous importe par exemple de connaître les attentes des OrTra et des entreprises vis-à-vis de la Confédération. De plus, notre système de formation professionnelle dépend fortement de la volonté de compromis et de la capacité de consensus des différents partenaires de formation professionnelle. Il y a un risque de blocage si les différentes parties prenantes ne sont pas suffisamment disposées à collaborer. Nous devons nous y atteler sans relâche pour continuer à réussir.

**En sa qualité d'association professionnelle et d'OrTra, Agrotec Suisse défend les intérêts des métiers de mécanicien en machines agricoles, en machines de chantier et d'appareils à**

**moteur ainsi que des maréchaux-ferrants. Quelle est votre relation personnelle avec ces métiers ?**

Vous savez, j'ai grandi à la campagne et j'ai été très tôt en contact avec les tracteurs, les machines de chantier ou le travail avec les animaux de rente et de travail. J'ai toujours observé cela avec beaucoup d'intérêt et de fascination.

**À l'origine, nos métiers sont fortement ancrés dans la tradition, mais**

**ils sont également intégrés aux développements high-tech les plus modernes. Selon vous, où en seront-ils dans 10 ou 20 ans ?**

Je n'aime pas beaucoup faire des pronostics. Fort heureusement, ce n'est pas non plus le rôle du gouvernement fédéral de dire ce qui va se passer dans les branches et ce dont les entreprises ont concrètement besoin. Notre formation professionnelle est axée sur le marché du travail. Les entreprises déterminent les adaptations qui sont nécessaires en fonction des évolutions économiques, technologiques, écologiques et didactiques. Et nous ne voulons rien changer à ce modèle de réussite. ■

La carrière de **Rémy Hübschi** l'a mené d'une formation commerciale de base à un Master of Science in Economics décroché à l'Université de Berne. Après ses études, M. Hübschi a débuté sa carrière au sein de l'Administration fédérale des finances et dispose aujourd'hui de 15 ans d'expérience au sein de la fonction publique. Depuis 2018, il est vice-directeur du SEFRI chargé de la formation professionnelle et de la mise en œuvre de la loi sur la formation continue. Rémy Hübschi est marié et père de deux enfants. Il aime le sport, la nature, la lecture et passer du temps avec ses amis.

### Welche Anreize können Sie schaffen, um die Weiterbildung für Fachleute wie auch für Betriebe attraktiver zu machen?

Die Aus- und Weiterbildung von Fachkräften liegt im ureigenen Interesse der Wirtschaft. Die Unternehmen sichern sich so ihren Berufsnachwuchs und stellen zugleich sicher, dass die Angestellten ihr Fachwissen weiterentwickeln können. Die Beteiligung der Bevölkerung in der Schweiz an Weiterbildung ist europaweit eine der höchsten. Grund dafür ist, dass die Unternehmen die Aus- und Weiterbildung stark unterstützen. Zudem stehen diverse Fonds für die

Finanzierung von Weiterbildungen zur Verfügung. Dank des durchlässigen Bildungssystems sind Wechsel in der Tätigkeit und lebenslanges Lernen gut möglich. Bund und Kantone tragen dazu bei, dass sich Personen ihren Fähigkeiten entsprechend weiterbilden können. Der Bund fördert beispielsweise die Grundkompetenzen Erwachsener. In der BFI-Periode 2021–2024 stehen dafür knapp 43 Millionen Franken zur Verfügung. Ausserdem hat der Bundesrat im Rahmen der Förderung des inländischen Arbeitskräftepotenzials eine kostenlose Standortbestimmung, Potentialabklärung und Laufbahnberatung für Erwachsene über 40 Jahre beschlossen. Das Programm «viamia» wird seit Anfang Jahr gesamtschweizerisch angeboten.

### Das SBFI arbeitet eng mit Organisationen der Arbeitswelt und anderen Institutionen zusammen. Wie findet dieser Austausch statt?

Der Austausch findet sehr unterschiedlich statt: an Sitzungen, Konferenzen, im Rahmen der Berufsentwicklung oder an Veranstaltungen wie der Herbsttagung. Eines fällt mir dabei immer wieder auf: das Herzblut aller Beteiligten.

Ich habe in meiner Funktion schon mit sehr vielen Vertretern innerhalb der Berufsbildung zu tun gehabt. Dabei habe ich erlebt, wie engagiert sich diese Personen für die Berufsbildung einsetzen. Es gibt unzählige Beispiele, die aufzeigen, dass wir nur dank verbundpartnerschaftlichen Lösungen vorwärtsgekommen sind.

### Das Zusammenspiel zwischen den Verbundpartnern ist vermutlich sehr anspruchsvoll. Wie gelingt es Ihnen, die unterschiedlichen Ansprüche zusammen zu bringen?

Wichtig sind der Dialog und das Systemwissen. Es geht in der Be-

rufsbildung darum, die Bedürfnisse und Möglichkeiten der anderen zu kennen. Für uns ist beispielsweise wichtig zu wissen, was die OdA und Unternehmen für Erwartungen an den Bund haben. Zudem ist unser Berufsbildungssystem sehr von der Kompromissbereitschaft und Konsensfähigkeit der verschiedenen Verbundpartner abhängig. Wenn die einzelnen Beteiligten nicht genügend

Bereitschaft zur Zusammenarbeit zeigen, besteht die Gefahr einer Blockade. Daran müssen wir stets arbeiten, um weiter erfolgreich zu sein.

### Agrotec Suisse tritt als Fachverband und OdA für die Interessen

### der Berufe Landmaschinen-, Baumaschinen und Motorgerätemechaniker sowie der Hufschmiede ein. Welche Beziehung haben Sie persönlich zu diesen Berufen?

Wissen Sie, ich bin auf dem Land aufgewachsen und damit schon früh in Kontakt gekommen mit Traktoren, Baumaschinen oder der Arbeit mit Nutz- und Arbeitstieren. Ich habe das immer sehr interessiert und fasziniert beobachtet.

### Unsere Berufe sind ursprünglich stark in der Tradition verwurzelt, aber ebenso in die modernsten Hightech-Entwicklungen eingebunden. Wo sehen Sie sie in zehn oder zwanzig Jahren?

Ich bin da sehr zurückhaltend in Sachen Prognosen. Und es ist ja glücklicherweise auch nicht die Rolle von Bundesbern zu sagen, wie es in den Branchen weitergeht und was die Unternehmen konkret brauchen. Unsere Berufsbildung zeichnet sich durch Arbeitsmarktorientierung aus. Die Wirtschaft überprüft, wo es aufgrund der wirtschaftlichen, technologischen, ökologischen und didaktischen Entwicklungen welche Anpassungen braucht. Und an diesem Erfolgsmodell wollen wir nichts ändern. ■

**Rémy Hübschis** Werdegang führte von einer kaufmännischen Grundbildung zu einem Master of Science in Economics der Universität Bern. Nach seinem Studium begann Hübschi seine Laufbahn in der Eidgenössischen Finanzverwaltung und blickt mittlerweile auf 15 Jahre Erfahrung in der Bundesverwaltung zurück. Seit 2018 ist er als Vizedirektor im SBFI zuständig für den Berufsbildungsbereich und die Umsetzung des Weiterbildungsgesetzes. Rémy Hübschi ist verheiratet und hat zwei Kinder. Zu seinen Hobbys zählen Sport, Natur, Lesen und Freunde.